

La charge est-elle équitablement partagée entre l'État et le privé ?

La fin de juin signale la fin de mesures prises pour soutenir les individus et entreprises pendant la crise pandémique. Le Budget va-t-il changer la donne ? Les entreprises profitables seront-elles appelées à moins dépendre du gouvernement et à soutenir celles moins bien loties ?

La date butoir approche à grands pas. En effet, les différents plans de soutien des banques commerciales aux opérateurs, ménages et individus sévèrement touchés par les rafles du Covid-19 sont valides jusqu'au 30 juin. Or, si ce moratoire sur le remboursement des prêts bancaires, soutenu par la Banque de Maurice (BoM) pour garder à flot la trésorerie de divers opérateurs économiques a aidé jusqu'ici, force est de constater qu'ils sont nombreux, petits et grands business, à être toujours sur une corde raide, alors que d'autres sont déjà sous *receivership* sinon, fermés.

Ces mesures de soutien peuvent-elles être étendues ? Sollicitée, la BoM indique que ce sujet fait actuellement l'objet de discussions entre le régulateur et les banques commerciales et qu'une décision sera prise à l'issue de ces consultations. Cependant, il nous faut être réaliste, dans l'éventualité où ce moratoire est à nouveau étendu, ces mesures de soutien ne pourront pas durer éternellement, et si la BoM suit les recommandations du Fonds monétaire international (FMI) et se désengage de l'actionnariat de la Mauritius Investment Corporation (MIC), la marge de manœuvre étatique pour soutenir les entreprises du privé, les individus en difficulté et par ricochet l'économie nationale, s'en retrouvera restreinte.

Dans ce cas, souvent réclamé, un partenariat privé-public peut-il être envisagé ? Les entreprises avec une bonne performance financière malgré la crise, peuvent-elles mettre à disposition un pourcentage de leurs profits, ou encore geler le paiement des dividendes pendant quelques mois, bref ajouter une contribution significative, pour aider l'État dans cette relance économique ?

Avant cela, voyons de plus près la conjoncture locale et internationale. Avec un taux de croissance nationale revu à la baisse, soit, 4,8 % selon la dernière édition de



La Banque de Maurice soutient le moratoire pour le remboursement des emprunts des entreprises sur la corde raide.

MCB Focus et un taux de dette publique qui monte en flèche, la situation économique actuelle est toujours défavorable, mais l'optimisme est de mise avec un intérêt grandissant pour la destination Maurice à l'étranger, comme l'a souligné le dernier rapport de *Skyscanner*. Les points négatifs restent toutefois la lenteur de notre campagne de vaccination avec seuls 150 951 Mauriciens ayant reçu une deuxième dose de vaccin au 26 mai ; la hausse du taux de chômage et le manque de visibilité sur l'ouverture de nos frontières, sans oublier la liste noire de l'Union européenne.

Dans le monde, l'on constate à présent une reprise du commerce international au premier trimestre de 2021, avec le commerce de marchandises qui a dépassé le niveau pré-pandémie, surtout due aux solides performances à l'exportation des économies d'Asie de l'Est, analyse le rapport *Global Trade Update* de la *United Nations Conference on Trade and Development* (CNUCED) publié le 19 mai. Parallèlement, le pourcentage de croissance mondiale est revu à la hausse passant de 4,2 % à 5,8 % selon le rapport *OECD Economic Outlook*, de mai dernier. Pas des moindres, plus de 2,09 milliards de personnes se sont fait vacciner à travers le monde. Nous avons donc la matière pour bâtir cette relance économique, si seulement nous prenons des mesures fortes et efficaces dans les mois à venir.

Pour commencer, revenons-en aux banques, continuer le mécanisme de soutien est indirectement du pain béni pour ces opérateurs. Voyez le schéma, une entreprise qui ferme et des Mauriciens sans emploi augmentent le risque de non-remboursement des prêts bancaires et il est clair que dans le contexte actuel, les banques peuvent difficilement saisir maisons et voitures en grand nombre, car elles ne trouveraient de toute façon pas aisément des repreneurs pour ces biens saisis. D'autre part, les banques peuvent difficilement accorder ou étendre des prêts puisant de leur capital seulement. La solution reste donc les fonds de la BoM mis à disposition des banques commerciales pour les plans d'aide sous forme de moratoire, mais, avec une durée déterminée. « Les banques peuvent étendre les moratoires pour payer les intérêts, voire pour rembourser le capital, mais jusqu'à une certaine période seulement, tout dépend des dérogations accordées par la Banque centrale aux banques commerciales. Il faut savoir qu'en période normale, un prêt devient une créance douteuse si l'emprunteur ne paie pas les intérêts pendant 90 jours, dans lequel cas la banque doit faire des provisions sur ce prêt, ce qui a un impact sur ses résultats », explique l'économiste Éric Ng. Toutefois, précise-t-il, « de son côté le gouvernement n'a pas d'argent pour continuer à subventionner les entreprises. Les banques devront aussi accepter une baisse sensible de leurs profits ».

Quid des risques auxquels font face les banques depuis le début de la pandémie ? « Afin d'éviter un risque financier systémique, le gouvernement a mis en place plusieurs mesures de soutien, dont Rs 19 milliards pour les subventions salariales et autres programmes d'assistance sociale, qui ont permis d'éviter des pertes massives d'emplois dans les secteurs lourdement impactés par cette crise sanitaire. Simultanément, les banques ont réévalué les capacités de remboursement de leurs clients afin de réaménager leurs encours de crédit », indique Rakesh Seesum, Head of Risk d'AfrAsia Bank.

PAIEMENT DES DIVIDENDES

Selon lui, en accordant des moratoires, les banques ont laissé le temps aux entreprises de mieux se préparer pour reprendre ou relancer leurs activités dans un contexte de crise sanitaire. « Les banques ont permis de freiner quelque peu cet effet d'entraînement sur l'économie en aidant les entreprises à rester fonctionnelles jusqu'à une quasi-réouverture de l'économie. Dans le même temps, conscientes du risque accru de défaillance, les banques ont constitué des provisions plus élevées, conformément aux normes prudentielles. »

Cela dit, au lieu de laisser cette charge à l'État ou à la Banque centrale, la possibilité de puiser des profits pour soutenir les entreprises ou les individus est-elle une option envisageable pour les banques ?

« Même si la faisabilité d'une telle mesure directe est difficile à réaliser, les banques soutiennent déjà les acteurs du marché local, à travers un certain nombre de mesures. Il s'agit notamment de prêts à des taux d'intérêt plus bas (en baisse de 1,65 % depuis 2019) et des reports d'intérêts et de capital, qui d'ailleurs conduisent à un rétrécissement des marges nettes. L'environnement de taux d'intérêt bas devrait persister tant que l'économie ne retrouvera pas les niveaux d'avant Covid-19. Il est également important de souligner qu'en ces temps difficiles, les banques doivent s'assurer qu'elles restent suffisamment capitalisées pour atténuer tout risque systémique potentiel dans l'ensemble du secteur », tient à préciser Rakesh Seesum.

Outre les banques, ce concept de *burden share* ne devrait-il pas davantage concerner le secteur privé ? Du moins, ceux affichant une bonne performance financière ? Certains pourraient à titre d'exemple, sacrifier un pourcentage de leurs profits ou geler temporairement le paiement des dividendes à leurs actionnaires, ou encore certaines sociétés générant des profits pourraient elles-mêmes aider leurs filiales en difficulté au lieu de laisser cette charge à l'État ? En tout cas, le temps de vraiment voir cette relance économique. Une telle possibilité est-elle vraiment réalisable ? « Les entreprises pourraient en effet geler le paiement des dividendes ou alors injecter des fonds dans une entreprise en difficulté à condition que celle-ci ouvre son actionnariat. Alternativement elles achètent des obligations émises par cette entreprise. Le silence du secteur privé dans le débat économique s'explique par le fait qu'il veut tirer le maximum du gouvernement en termes d'aides aux entreprises ; en gros, chacun s'occupe de ses intérêts corporatistes », explique Éric Ng.

À l'approche du Budget, le poids de sortir de cette récession économique devrait être partagé. Outre sacrifier les paiements de dividendes ou une partie des profits, des petites mesures simples comme restreindre les privilèges du *top management* dans les compagnies du secteur privé, comme et surtout au niveau du gouvernement, aideraient à envoyer un bon signal, mais surtout à faire grossir un élan de solidarité nationale.